Publication de l’étude L’injuste prix de notre alimentation

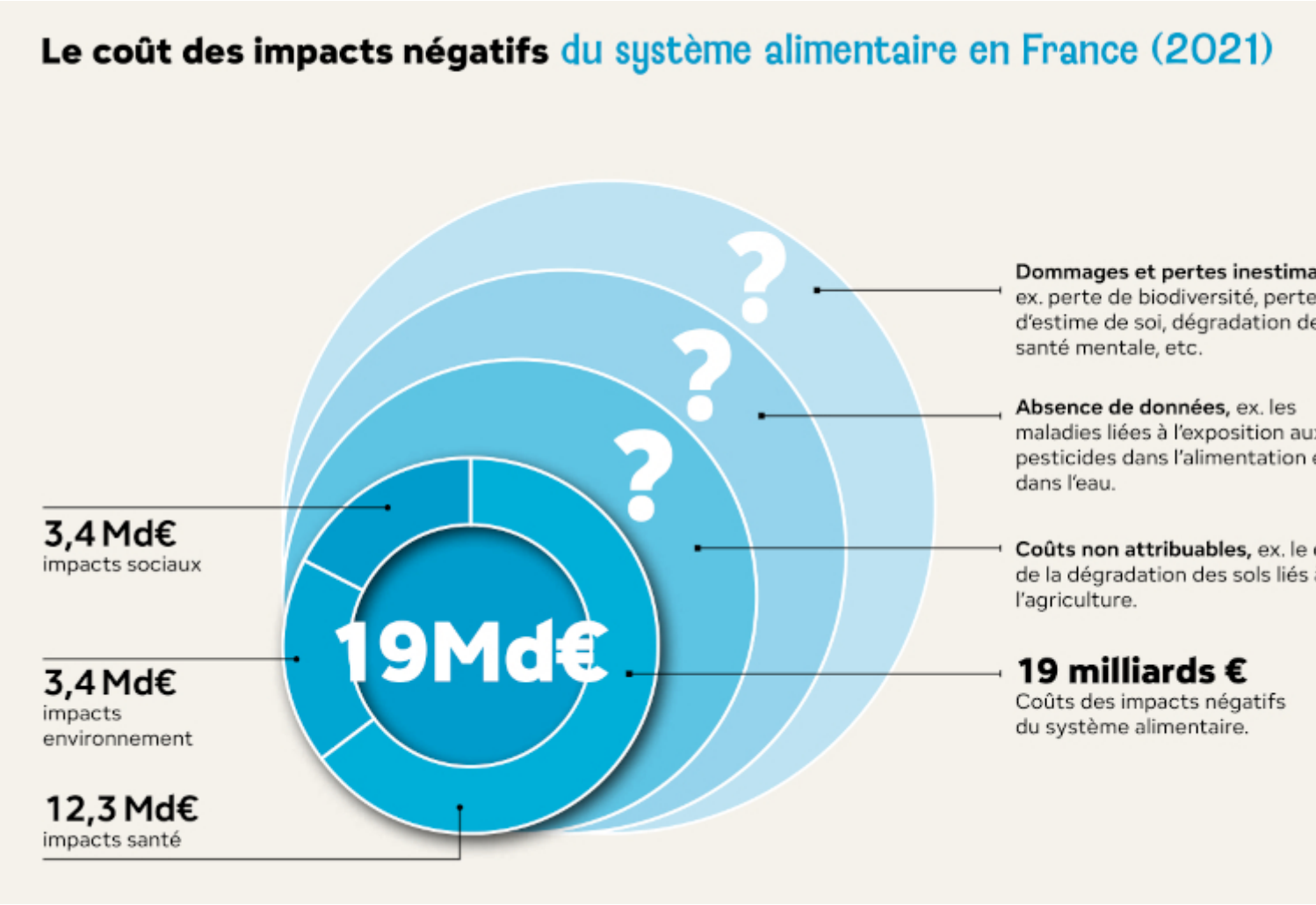
La Fédération Française des Diabétiques, le Secours Catholique, les CIVAM et Solidarités Paysans sont heureux de présenter les résultats de leur étude *L’injuste prix de notre alimentation*, quels coûts pour la société et la planète ?

Vous êtes-vous déjà demandé ce qui se cache vraiment derrière le prix que vous payez lorsque vous faites vos courses alimentaires ? Cette question est le point de départ de la réflexion que nous avons menée avec le Secours Catholique, le réseau CIVAM (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) et Solidarité Paysans.

Nos associations, œuvrant dans des domaines spécifiques, sont témoins des limites de notre système alimentaire actuel : les étudiants ont recours à l’aide alimentaire, les paysans rencontrent des difficultés économiques et sociales sans précédent, la biodiversité s’effondre, et la prévalence du diabète a explosé ces vingt dernières années. Ensemble, nous avons eu pour ambition de comprendre ce que masque aujourd’hui le prix de notre alimentation : quels sont ses coûts sociaux, sanitaires et écologiques ? Comment changer la façon dont nous fonctionnons aujourd’hui, pour espérer plus d’équité demain ?

19 milliards d’euros : le coût des impacts négatifs de notre système alimentaire

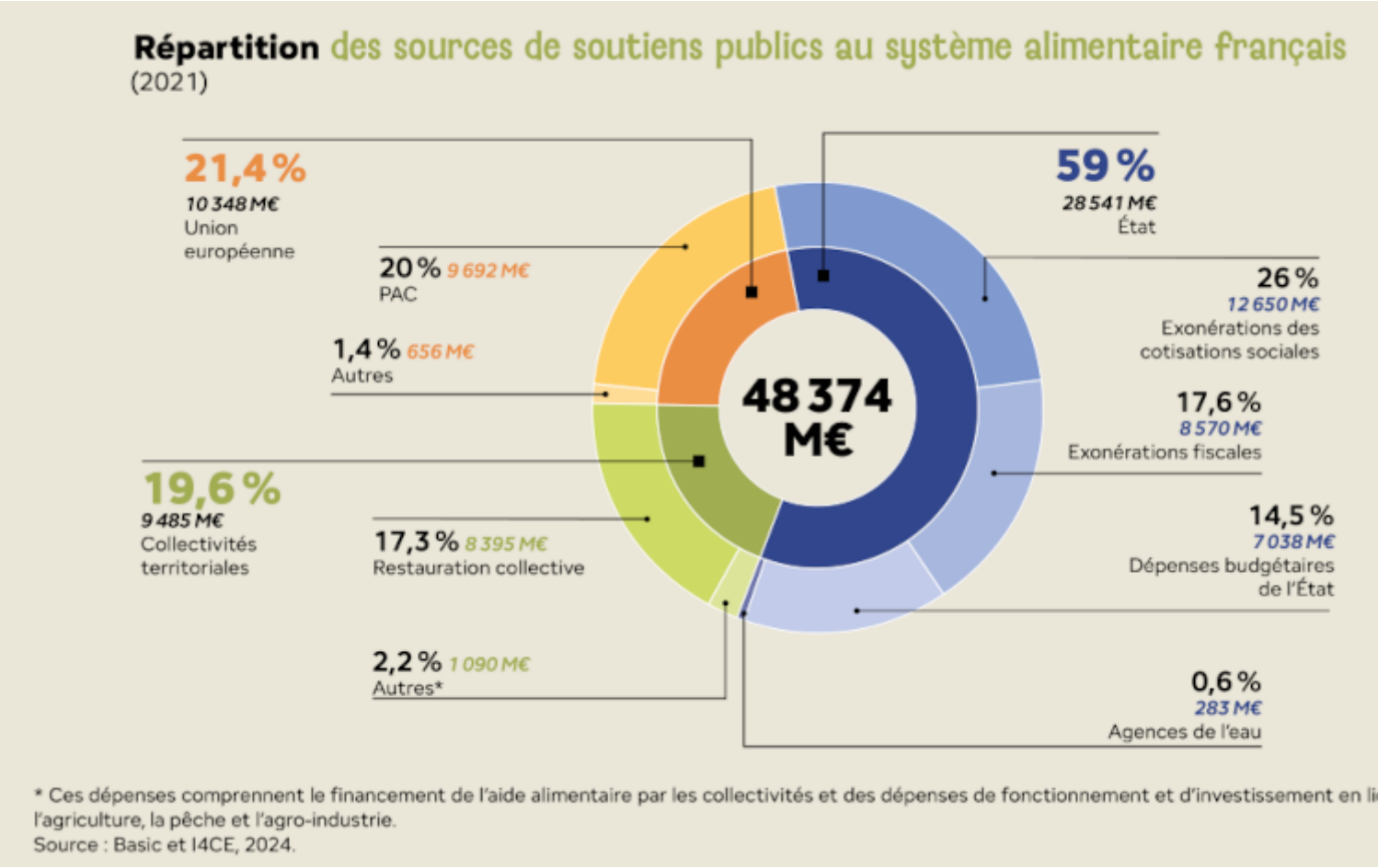
Aujourd’hui, ce sont au moins 19 milliards d’euros qui sont dépensés par an pour compenser et réparer les impacts négatifs du système alimentaire sur notre santé, notre société, notre environnement. La santé représente malheureusement la plus grosse part de ces dépenses : 12,3 milliards d’euros sont nécessaires chaque année pour soigner les personnes rendues malades par une alimentation déséquilibrée et ultra transformée. Des pathologies comme le diabète de type 2, l’obésité, l’hypertension, de nombreux cancers et même la maladie d’Alzheimer sont liés en partie à notre mauvaise alimentation et au surpoids. Ces 12,3 milliards d’euros représentent ce que l’on dépense pour ces maladies, au regard du facteur alimentaire. Pour compenser les coûts sociaux liés à notre système alimentaire, ce sont 3,4 milliards d’euros annuels qui sont déboursés, autant que pour les coûts environnementaux. Toutes ces dépenses sont pourtant évitables, et surtout, ne disent pas tout de l’impact de notre alimentation sur notre écosystème.



Source : étude L'injuste prix de notre alimentation, quels coûts pour la société et la planète ?, chiffres du Basic, septembre 2024

48 milliards d'euros de soutien public au système alimentaire et agricole

La bonne nouvelle, c'est que cette situation n'est pas inéluctable et que nous avons les moyens d'agir. En 2021, 48 milliards d'euros d'argent public ont été déboursés pour soutenir notre système alimentaire : 59 % venaient de l'État (exonérations des cotisations sociales, exonérations fiscales, etc.), 21 % de l'Union européenne, dédiés à la Politique agricole commune (PAC), et 20 % des collectivités territoriales. Pourtant, près de 80 % de ces financements entretiennent des logiques à l'origine des impacts négatifs détaillés précédemment, tels que la course aux volumes, l'agriculture intensive et une pression sur les bas prix. C'est donc tout un système qu'il est nécessaire de repenser en profondeur, afin d'utiliser différemment – et mieux ! – l'argent du contribuable.



Source : étude L'injuste prix de notre alimentation, quels coûts pour la société et la planète ?, chiffres du Basic et I4CE, septembre 2024.

Nos recommandations

L'ampleur et l'incohérence de ces montants est l'une des révélations de notre rapport. Mais alors, comment agir ? Que mettre en place pour changer de cap ?
Alors qu'un nouveau gouvernement est en cours de formation, nous alertons nos futurs ministres et nos députés, et nous appelons à un pilotage d'ensemble de l'action publique sur le sujet, avec une loi-cadre, fixant des principes généraux sur le droit à l'alimentation.

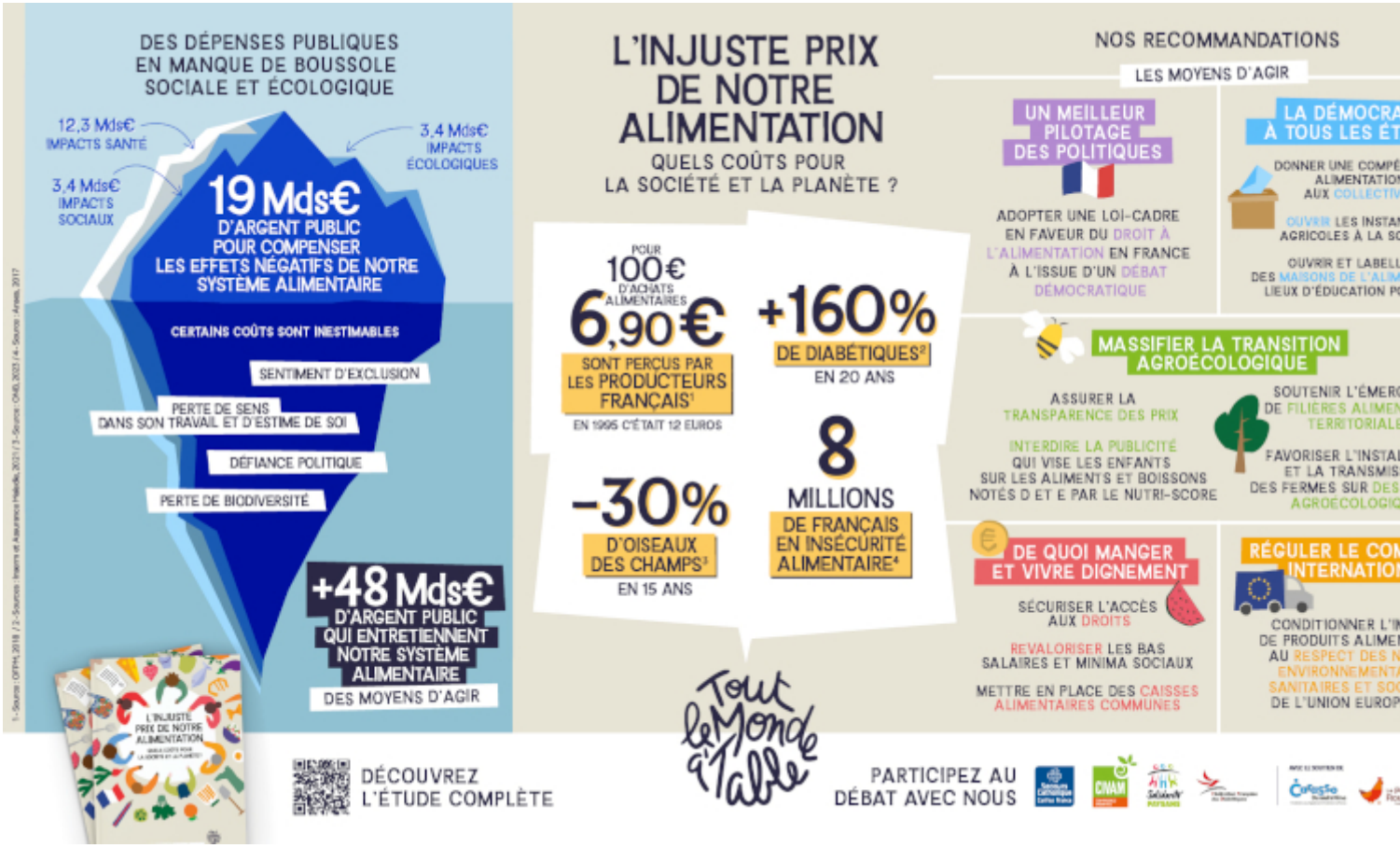
Alors que nous sommes en crise démocratique, nous appelons à remettre la question de l'alimentation dans les mains des citoyens, dans les quartiers aussi bien que dans les territoires, avec des caisses alimentaires locales, en ouvrant les instances agricoles, telles que les chambres d'agriculture, à la société, en donnant du poids accru aux collectivités, etc.

En réponse à la catastrophe sanitaire en cours, il est urgent de réguler la publicité sur l'alimentation, en particulier à destination des enfants, d'imposer l'affichage du Nutri-score et d'intensifier la transition agroécologique ; ce sont des économies sûres pour le futur.

Dans une période budgétaire tendue, il faut évaluer les effets écologiques et sociaux des milliards d'euros de soutien public pour mieux les utiliser dans une perspective de transition.

Ainsi, ce travail contribue au débat sur les coûts cachés de l'alimentation en cherchant à chiffrer, pour la France, les effets négatifs sur la santé, l'environnement et la société de notre système alimentaire actuel. Il s'inscrit dans la droite ligne de l'engagement de la Fédération Française des Diabétiques pour une alimentation plus saine, plus durable, plus respectueuse de notre environnement.
La question n'est plus de savoir si nous devons changer, mais comment et avec quelle ambition. Il est temps

de choisir un modèle qui ne se contente pas de nourrir, mais qui préserve la santé, la dignité et la biodiversité pour les générations futures !



Pour consulter l'intégralité de notre rapport, c'est ici.

Tous les chiffres du rapport ont été produits par le bureau d'étude le Basic, avec le soutien d'I4CE.